



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

Vers l'apocalypse ?

Le 6 août 1945, le bombardier « Enola Gay » lançait sur la ville d'Hiroshima la première bombe atomique utilisée sur un théâtre de guerre. Trois jours plus tard, c'est la ville de Nagasaki qui subissait le feu nucléaire. Près de 240 000 mort-e-s (une estimation restée approximative), des dizaines de milliers de blessé-es, des gens qui continueront à souffrir et à mourir longtemps après des suites des radiations. Le Monde découvrait ce que pouvait signifier l'apocalypse nucléaire.

Alors que les derniers survivants disparaissent peu à peu, l'espoir pacifiste exprimé par Albert Camus dans le journal Combat en 1945 semble bien loin. La guerre fait rage en Ukraine avec le chantage de Poutine sur l'emploi d'armes nucléaires. Un conflit généralisé menace d'embraser le Moyen Orient où Israël dispose d'un arsenal nucléaire et où l'Iran cherche à se doter de telles armes. En Asie, l'agressivité de la Chine face à Taiwan peut déboucher sur un conflit majeur, sans compter la rivalité Inde/Pakistan ou la Corée du Nord. En 2023, les 5 « grands » (USA, Russie, Chine, Grande Bretagne et France) ont dépensé 86 milliards de \$ pour moderniser leurs arsenaux nucléaires. Ils viennent de faire capoter les négociations sur la prorogation du Traité de « Non Prolifération. »

Le combat pour le désarmement nucléaire généralisé est un enjeu majeur. Il commence par la nécessaire mobilisation pour que la France signe enfin le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN)

Qui arrêtera Netanyahu et ses ministres fascistes ?

On pourrait se demander aussi : où et quand ?

Car la folie meurtrière du pouvoir colonial israélien ne connaît pas de limites, ni dans le temps, ni dans l'espace. La population de Gaza, déjà décimée – au sens propre, avec 200 000 victimes (mort-es, blessé-es ou gravement malades) sur 2 millions – tente de survivre entre déplacements forcés et bombardements.

Pendant ce temps, le gouvernement de droite et d'extrême-droite israélien poursuit inexorablement sa fuite en avant. Tout se passe comme si tuer, tuer, et encore tuer, était désormais la seule doctrine des fanatiques génocidaires du gouvernement israélien. La libération des otages, qui serait permise par un cessez-le-feu, n'est pas sa préoccupation, malgré les nombreuses manifestations en Israël.

Avec l'assassinat du chef du Hamas I. Haniyeh à Téhéran, les buts de Netanyahu sont pluriels :

- Tenter de forcer l'Iran à s'impliquer directement, provoquant ainsi une extension régionale de la guerre.
- Ranimer ainsi, autour de sa personne, l'union sacrée en Israël. Celle-ci est malmenée par le climat de « guerre civile » autour du soutien aux soldats de « l'armée la plus morale du monde » incarcérés suite aux viols et tortures infligés aux prisonniers palestiniens.
- Mettre un terme à toute idée de cessez-le-feu à Gaza en faisant passer au second plan ses massacres constitutifs de crimes de guerre et crimes contre l'humanité, voire de génocide tout en masquant l'impuissance d'Israël à éradiquer le Hamas.

- Poursuivre l'annexion larvée de la Cisjordanie.

La Cour internationale de Justice vient courageusement de trancher enfin de nombreuses questions qui faisaient encore l'objet de débats dans le discours public ces derniers mois (cf. communiqué sur l'avis de la CIJ...).

Déjà, pour diverses instances internationales, pour de nombreuses chancelleries – notamment celles des plus de 140 pays ayant reconnu l'État de Palestine –, pour de multiples ONG, en particulier de défenses des droits humains, « apartheid », « occupation », « colonisation », « crimes de guerre », « crimes contre l'humanité », « génocide » n'étaient plus des mots tabous. Désormais, la plus haute instance juridique a confirmé ce que disaient la plupart des peuples, partout dans le monde : l'État d'Israël n'a pas droit à la souveraineté sur quelque partie que ce soit du Territoire palestinien occupé !

ENSEMBLE! rappelle l'exigence largement partagée d'un cessez-le-feu immédiat et permanent.

ENSEMBLE! demande que la France reconnaisse sans délais et sans conditions l'État de Palestine.

ENSEMBLE! appelle à tout faire pour éviter l'escalade militaire qui risque d'embraser toute la région.



USA : Kamala Harris, les orientations géostratégiques et la gauche



A peine Trump se réjouissait-il d'avoir gagné des points en tant que « miraculé », que le vent a tourné sur la scène politico-médiatique américaine.

Le milliardaire venait d'échapper à un attentat contre sa personne, et, se proclamant protégé par Dieu, avait choisi le très réactionnaire gouverneur de l'Ohio, James David Vance, comme candidat à la vice-présidence. Retourne-ment quelques jours plus tard : le président Biden, contraint de s'isoler pour cause de COVID, accepte de ne pas se représenter aux élections de novembre 2024, et soutient sa vice-présidente Kamala Harris pour le remplacer. Les uns et les unes après les autres, les dirigeants.e.s démocrates l'imitent. L'effet est immédiat. Dès le 2 août, sept sondages placent la candidate Harris devant Trump.

Si elle est élue en novembre 2024 et inaugurée en janvier 2025, les engagements étatsuniens sur la scène internationale ne changeront pas significativement. Pour l'aide à l'Ukraine contre l'agression russe, elle marchera dans les pas de Biden. Idem pour le renforcement de l'alliance atlantique (OTAN) en Europe et du dispositif de pression économique et militaire contre la Chine. Sur la Palestine, les chefs du Parti démocrate espèrent qu'elle récupèrera les voix qu'ils ont perdues ou troublées chez les jeunes, les Arabo-Américains et les Africains Américains, en dosant soigneusement des paroles sur la souffrance des Gazaouis (elle a choisi, par exemple, de ne pas être présente au Congrès lors du discours de Netanyahu, le Premier Ministre israélien), et les actes en soutien à l'offensive militaire israélienne. Les dirigeants des puissances européennes qui s'inquiétaient des retombées d'une possible baisse de l'implication américaine en Ukraine sous Trump, peuvent donc souffler.

Même continuité dans le domaine intérieur avec l'évident intérêt des Démocrates à souligner son identité de femme, de noire, et son par-

cours de procureur de Californie puis de vice-présidente connaissant les rouages de Washington. Elle incarnera ainsi deux grands thèmes : la défense du droit des femmes de choisir l'avortement, menacé dans de nombreux Etats, contre Trump et Vance, particulièrement hostiles à la liberté des femmes, et le respect de la loi face à un candidat reconnu coupables d'actes illégaux à de nombreuses reprises.

La gauche américaine est partagée entre un soutien plus ou moins critique à Harris, une candidature indépendante sauf dans les Etats bascule (« swing states ») comme le Michigan et la Pennsylvanie, des campagnes purement propagandistes, et l'appel à développer les luttes en ignorant l'arène électorale. Ainsi le socialiste Bernie Sanders, qui s'était opposé à Biden en 2020, a demandé que la candidate démocrate mette l'accent sur des revendications économiques et sociales unificatrices (augmentation du salaire minimum à 15 dollars par heure, colmatage des trous dans le filet social sur les retraites (Social Security), l'assurance maladie (Healthcare) et l'aide aux familles endettées, et ne lui a apporté son soutien qu'avec un certain retard. Dans le même esprit, Shawn Fain, le dirigeant du syndicat de l'automobile (UAW), qui a remporté d'importantes victoires au cours des deux dernières années, a demandé à Kamala Harris de désigner Andy Beshear, gouverneur du Kentucky, connu pour ses actions pro-syndicales, comme candidat à la vice-présidence. Le Parti Vert présente Jill Stein. Son ancien candidat Howie Hawkins propose de la soutenir sauf dans les Etats bascule, tout en dénonçant son refus d'aider l'Ukraine en lutte. L'universitaire africain-américain Cornel West, et quelques micro-partis, se présentent seuls. Quant aux organisations plus larges comme les Démocrates socialistes d'Amérique (DSA), ou, à une moindre échelle, Solidarity, ils cherchent à concilier ces différentes options d'une façon qui renforce les mouvements sociaux.

Encore une chance donc, d'empêcher la formation d'un nouveau pôle ultra-réactionnaire et fascisant à Washington qui nuirait à tous les peuples du monde.

Après le succès de la mobilisation « Stop méga-bassines » dans le Poitou...

Ce nouveau rendez-vous des luttes contre l'accaparement de l'eau, pour la préservation de la ressource et le partage juste de son usage, a connu un succès tant numérique que qualitatif. Succès numérique, avec autour de 10 000 participant·es au Village de l'eau qui s'est tenu à Melle (Deux-Sèvres) pendant 6 jours et / ou aux 2 manifestations dans la Vienne et à La Rochelle les 19 et 20 juillet, et ce malgré une pression policière se voulant dissuasive (interdiction des manifestations sur un large périmètre, multiples check-points à franchir quotidiennement, avec fouilles de voitures et confiscation de multiples objets, survol bruyant d'hélicoptère et drones au-dessus du Village de l'eau ...)

Succès qualitatif quant au très large brassage militant qui a nourri les échanges pendant six jours denses, questionnant la gestion de l'eau, le modèle agro-industriel, les conséquences du changement climatique, la biodiversité. Militant·es de « l'eau bien commun », des mouvements sociaux et écologistes,



dans le monde.

La participation à la mobilisation débordait largement des frontières hexagonales, et des personnalités internationales représentatives de luttes pour l'eau ont pu partager leurs expériences, comme l'Indien Rajendra Singh, le Péruvien Carlos Beas ou le Kurde Mizkin Ahmed.

Quant aux 2 manifestations ciblant des sym-

syndicalistes paysans, naturalistes, « scientifiques en rébellion », tous convergent sur la certitude que l'eau est aujourd'hui un sujet politique majeur, tant en France que

boles choisis de l'accaparement de l'eau par quelques groupes agro-industriels, elles ont pu, au moins partiellement, atteindre leur but malgré l'impressionnant dispositif policier, et grâce à l'ingéniosité des manifestants : le 19 juillet, des cerfs-volants ont pu lâcher au-dessus de la méga-bassine du géant de l'élevage Pampr'oef des lentilles d'eau pour qu'elles bloquent les pompes en proliférant. Le 20 juillet, l'un des cortèges a pu s'installer sur les plages longeant le port de La Pallice, cœur du système agro-industriel du secteur, pendant que des kayaks arrivaient par la mer...

Pour avancer dans une convergence plus concrète et efficace des mouvements de défense de l'eau, une Assemblée Générale s'est tenue le dimanche après-midi en guise de séance de clôture. Les porte-parole de la coordination « Eau Bien Commun », (principalement implantée en Île de France, à Lyon ou à Toulouse) et du réseau Hydre ont notamment lancé un appel en ce sens.